

Incidence de la politique fiscale sur l'investissement privé en République Démocratique du Congo (1998-2020).

Impact of Fiscal Policy on Private Investment in the Democratic Republic of Congo (1998–2020).

Auteur 1 : Grâce à Dieu BATOKO LIONDJÉ.

Auteur 2 : Etienne KITOKO LISOMBO.

Auteur 3 : Frédéric MULUMBA NTAMBUE LUBOYA.

Auteur 4 : Cédric BWAMA LOWAYA.

Grâce à Dieu BATOKO LIONDJÉ, Chercheur et Doctorant en Science de Gestion de l'Université de Kisangani

Etienne KITOKO LISOMBO, Professeur de l'Université de Kisangani

Frédéric MULUMBA NTAMBUE LUBOYA, Professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de Kisangani

Cédric BWAMA LOWAYA, Chercheur et Doctorant en Science de Gestion de l'Université de Kisangani

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : BATOKO LIONDJÉ .G D, KITOKO LISOMBO .E, MULUMBA NTAMBUE LUBOYA .F & BWAMA LOWAYA .C « Incidence de la politique fiscale sur l'investissement privé en République Démocratique du Congo (1998-2020) », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 1059 – 1083.



DOI : 10.5281/zenodo.19553269

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cette étude examine l'incidence de la politique fiscale sur l'investissement privé en République Démocratique du Congo (RDC) de 1998 à 2020. À l'aide d'une méthodologie économétrique des moindres carrés ordinaires (MCO) a été utilisée, en se basant sur des données secondaires, les résultats révèlent une incidence négative et significative de la pression fiscale sur l'investissement privé. Une augmentation de 10 % de la pression fiscale entraîne une diminution de 62,12 % de l'investissement. De plus, le taux d'intérêt a également un impact défavorable, augmentant le coût du crédit et limitant l'accès au financement pour les entreprises. L'étude met en évidence un lien de causalité bidirectionnel entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et l'investissement privé. Ces résultats soulignent la nécessité de réformes fiscales pour stimuler l'initiative privée et favoriser la croissance économique en RDC.

Mots-clés : Politique fiscale, Investissement privé, Taux d'intérêt.

Abstract

This study examines the impact of fiscal policy on private investment in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 1998 to 2020. Using an econometric methodology of Ordinary Least Squares (OLS) based on secondary data, the results reveal a negative and significant incidence of tax pressure on private investment. A 10% increase in tax pressure leads to a 62.12% decrease in investment. Furthermore, the interest rate also has an unfavorable impact, increasing the cost of credit and limiting access to financing for businesses. The study highlights a bidirectional causal link between fiscal policy, interest rates, and private investment. These findings underscore the necessity of fiscal reforms to stimulate private initiative and foster economic growth in the DRC.

Keywords: Fiscal Policy, Private investment, Interest rate.

I. INTRODUCTION

La mobilisation de l'investissement privé est cruciale pour la croissance économique et la création d'emplois, particulièrement dans les pays en développement comme la RDC. Cependant, le contexte économique congolais est marqué par une pression fiscale relativement élevée, une administration fiscale inefficace et un environnement institutionnel fragile. Ces facteurs peuvent freiner l'initiative privée et décourager l'investissement, alors même que le secteur privé est le moteur principal de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté.

La problématique centrale de cette étude est de déterminer dans quelle mesure la politique fiscale influence l'investissement privé en RDC. Plus précisément, il s'agit d'analyser l'incidence de la politique fiscale sur les investissements privés et d'examiner la relation de causalité entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et l'investissement privé durant la période 1998-2020.

Cette étude cherche à répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est l'incidence de la politique fiscale sur les investissements privés en RDC ?
2. Existe-t-il un lien de causalité entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et l'investissement privé?

Au vu des questions susmentionnées, nous émettons les hypothèses selon lesquelles :

1. L'incidence de la politique fiscale sur les investissements privés en République Démocratique du Congo serait négative pendant la période sous étude.
2. Le lien de causalité qui existerait entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et les investissements privés en République Démocratique du Congo serait bidirectionnel pendant la période sous étude.

La présente étude porte sur l'incidence de la politique fiscale sur l'investissement privé en République Démocratique du Congo au cours de la période 1998-2020.

L'objectif poursuivi dans cette recherche est de dégager l'incidence de la pression fiscale sur les investissements privés et d'établir le lien de causalité entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et l'investissement privé en République Démocratique du Congo.

Outre l'introduction et la conclusion, il s'articule autour de quatre parties : la revue de la littérature, Travaux antérieur, la méthodologie de recherche, la présentation des résultats et la discussion des résultats.

REVUE DE LA LITERATURE

Investissement privé est l'ensemble des dépenses réalisées par les agents économiques privés (entreprises ou particuliers) dans l'acquisition de biens d'équipement, de construction, ou dans la création de nouvelles entreprises, dans le but de générer un rendement futur (Todaro & Smith, 2015). L'investissement privé correspond aux dépenses des entreprises et ménages visant à accroître le capital productif (Blanchard, 2021).

Politique fiscale désigne l'ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics en matière de recettes fiscales, incluant la fixation des taux d'imposition, la création ou la suppression de taxes, les exonérations et les incitations fiscales. Elle peut être perçue comme expansionniste ou restrictive selon son orientation (Musgrave & Musgrave, 1989).

En RDC, la politique fiscale comprend :

- Les impôts directs (impôt sur les sociétés, impôt sur le revenu) ;
- Les impôts indirects (TVA, droits d'accises) ;
- Les taxes parafiscales (contributions sectorielles, redevances locales).

Selon Stiglitz (2015), une politique fiscale efficace doit concilier trois objectifs :

1. L'efficacité économique (minimiser les distorsions sur l'investissement) ;
2. L'équité (répartition juste de la charge fiscale) ;
3. La simplicité administrative (réduire les coûts de conformité).

Les principaux déterminants d'Investissement privé en RDC incluent :

- Le taux de taxation (effet négatif si excessif, selon la courbe de Laffer) ;
- La stabilité macroéconomique (inflation, taux de change) ;
- La qualité des institutions (lutte contre la corruption, sécurité juridique).

Plusieurs canaux relient la politique fiscale à l'investissement privé :

1. Effet sur la rentabilité : Des impôts élevés réduisent le rendement après impôt des projets (Jorgenson, 1963).
2. Effet sur le cash-flow : Une fiscalité restrictive limite la trésorerie disponible pour l'autofinancement (Fazzari et al., 1988).
3. Effet sur la confiance : L'instabilité fiscale décourage les investisseurs à long terme (Rodrik, 1991).

Ce travail s'inscrit dans deux principales traditions théoriques :

Selon cette approche, initiée par Jorgenson (1963), l'investissement est une fonction décroissante du coût d'usage du capital. Or, les impôts sur les bénéfices, les taxes sur le capital ou les prélèvements indirects augmentent ce coût, réduisant la propension des entreprises à investir. Le modèle met en évidence que toute modification fiscale affecte la rentabilité marginale du capital. Keynes (1936) avance que l'investissement dépend largement des anticipations des entrepreneurs. Un système fiscal instable ou excessif accroît l'incertitude économique, ce qui peut conduire à la réduction ou à la suspension des projets d'investissement. La politique fiscale devient ainsi un levier psychologique influençant les décisions privées via les « esprits animaux ».

La théorie du crowding out (Friedman, 1968) suggère qu'une fiscalité élevée peut réduire l'épargne privée et donc l'investissement, tandis que les néo-institutionnalistes (Acemoglu & Robinson, 2012) soulignent le rôle des incitations institutionnelles.

Ces théories permettent de comprendre que la politique fiscale agit non seulement sur les coûts réels des entreprises, mais également sur leurs anticipations et leurs comportements futurs.

TRAVAUX ANTERIEURS

Keynes (1936), dans sa Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, postule que la fiscalité influence l'efficacité marginale du capital et, par conséquent, les décisions d'investissement des entrepreneurs. Une fiscalité confiscatoire peut réduire les rendements anticipés, freinant ainsi l'accumulation privée de capital. Cette perspective a été enrichie par les post-keynésiens tels que Kalecki (1971), qui insistent sur le rôle des anticipations de profit et de l'incertitude institutionnelle dans les économies en développement.

Laffer (1974) et Gwartney et al. (1998) démontrent qu'au-delà d'un seuil optimal, l'augmentation des taux d'imposition décourage l'investissement productif, réduisant à terme l'assiette fiscale. Cette analyse a été appliquée aux pays en développement par Tanzi et Zee (2000), qui soulignent que des systèmes fiscaux complexes et opaques exacerbent les coûts de conformité et favorisent l'économie informelle.

North (1990) et Acemoglu & Robinson (2012) mettent en avant le rôle des institutions dans la relation entre fiscalité et investissement. Une fiscalité prévisible et équitable, couplée à une bonne gouvernance, peut renforcer la confiance des investisseurs, tandis qu'un système arbitraire et corruptif a l'effet inverse. Ces travaux trouvent un écho particulier dans le contexte congolais, marqué par une faible capacité administrative et des problèmes de transparence (Banque mondiale, 2022).

Plusieurs études ont évalué l'impact des politiques fiscales sur l'investissement privé en Afrique subsaharienne. Une étude du FMI (2021) sur 25 pays africains conclut qu'une réduction de 10 % du taux d'imposition effectif des entreprises se traduit par une hausse de 2,3 % de l'investissement privé. Cependant, cet effet est atténué dans les pays où la qualité des institutions est faible, comme en RDC (Dabla-Norris et al., 2020).

Une enquête de la Banque mondiale (2018) révèle que 68 % des entreprises congolaises considèrent la fiscalité comme un obstacle majeur à leur expansion. La multiplicité des impôts (taxes locales, droits d'accises, contributions parafiscales) et les pratiques de harcèlement fiscal découragent l'investissement formel (Muvova & Tshimanga, 2021).

Kabuya & Kalonji (2020) analysent l'impact du Code minier de 2018 sur les investissements directs étrangers (IDE). Leur modèle économétrique montre que l'assouplissement de la fiscalité

minière a entraîné une hausse de 15 % des IDE entre 2018 et 2020. Cependant, ces gains sont concentrés dans les grandes entreprises, les PME continuant de subir une pression fiscale disproportionnée.

Une étude de l'OCDE (2022) souligne que le taux d'informalité en RDC (estimé à 75 % du PIB) est en partie lié à la fiscalité punitive. Les petites entreprises préfèrent opérer dans l'ombre plutôt que de faire face à des coûts de conformité exorbitants et à des risques de corruption (Ndaywel & Tshibangu, 2023).

Certains auteurs, comme Mpiana (2022), remettent en cause l'idée d'une corrélation automatique entre baisse des impôts et hausse de l'investissement. Selon lui, en RDC, les problèmes structurels (infrastructures défaillantes, instabilité politique) limitent l'efficacité des réformes fiscales isolées. Une approche holistique, intégrant la gouvernance et les investissements publics, serait nécessaire.

II. METHODOLOGIE

La méthode économétrique fondée sur celle de Moindres Carrés Ordinaires est d'application dans cette étude. Ce choix a été dicté en se basant les caractéristiques stochastiques des séries après les différents tests de stationnarité des variables.

Pour vérifier les hypothèses de notre étude nous avons identifié un certain nombre de variables. Bien que la littérature antérieure sur le sujet ait suggéré plusieurs facteurs qui peuvent expliquer la baisse de l'investissement, il n'est pas possible de les inclure toutes, compte tenu de la disponibilité des données et l'importance de la variable pour l'étude.

Dans le cadre de notre étude, nous cherchons à saisir l'incidence de la politique fiscale sur l'investissement en RDC.

On appelle la variable, toute grandeur qui peut avoir au moins deux valeurs. La présente étude admet deux types de variables, à savoir : la variable dépendante ou endogène ou encore expliquée et la variable indépendante ou exogène ou encore explicative.

Dans la présente étude, la variable dépendante est celle de l'investissement privé de la RDC (INVP).

Pour cette recherche les variables indépendantes sont celles de la pression fiscale (PS) et le taux d'intérêt (TXINT) de la RDC.

Dans la présente étude, pour la politique fiscale, nous avons utilisé l'indicateur la pression fiscale et ajouté une autre variable qui est considérée comme une variable de contrôle, cette variable est celle de taux d'intérêt pour expliquer le phénomène d'étude. La pression fiscale élevée affaiblit l'incitation aux entreprises de créer l'emploi, à produire, de même elle parvient à freiner l'investissement. Plus la pression fiscale et le taux d'intérêt sont élevés, plus l'investissement baisse.

Le modèle à estimer est : $LINVP_t = a_0 + a_1(LPS_t) + a_2TXINT_t + \epsilon_t$

La technique utilisée est celle documentaire. Etant donné que la présente étude porte sur la politique fiscale et l'investissement, en faisant recours aux données issues des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (BCC). La présente étude s'étend de la période allant de 1998 à 2020 et porte sur la RDC.

En effet pour saisir la relation entre la politique fiscale et l'investissement ; les variables usitées suivantes : La pression fiscale (PS) qui est exprimé en unité monétaire actuelle (Fc), l'investissement privé (INVP) est exprimé en millions de franc congolais et le Taux d'intérêt (TXINT) est exprimé en pourcentage.

Plusieurs tests sont utilisés pour tester la racine unitaire. Le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) a été retenu Les hypothèses sont les suivantes :

- H0 : Racine unitaire (non stationnaire) ;
- H1 : Pas de racine unitaire (stationnaire).

On ne rejette pas l'hypothèse nulle si la probabilité associée à la t-ADF est supérieure au seuil.

Dans la présente étude, nous avons appliqué la méthode Moindres Carrés Ordinaires pour estimer notre équation du comportement.

La condition de la validation du modèle est basée sur les tests statistiques et économétriques tels que les tests de normalités des erreurs, d'autocorrélation des erreurs, d'hétéroscédastique des erreurs, de spécification des erreurs, de CUSUM et CUSUM carré des coefficients seront adopté.

La significativité individuelle de nos coefficients, a été analysée grâce au test individuel. Pour se faire, on vérifie les probabilités associées à la statistique de Student. Le test de Student admet deux hypothèses de départ :

- H0 : le coefficient n'est pas significatif ;
- H1 : le coefficient est significatif.

Règle de décision : si la probabilité associée à la statistique de Student est inférieure ($<$) au seuil de signification de 0,05 ; le coefficient est significatif et dans cas le contraire, le coefficient n'est pas significatif. Le seuil utilisé dans ce travail est de 5%, Ce seuil signifie que l'erreur est de 5%. R^2 est un indicateur de la qualité d'ajustement linéaire entre la variable explicative ou exogène et la variable expliquée ou endogène.

R^2 (coefficient de détermination), ce coefficient mesure le pouvoir explicatif d'un modèle et qui est donné par la relation ci-après : $R^2 = \frac{SCE}{SCT}$ ou $1 - \frac{SCR}{SCT}$

Le test de Fisher est un test de significativité du modèle globale. Le test de Fisher admet deux hypothèses de départ :

- H0 : le modèle globalement n'est pas significatif ;
- H1 : le modèle globalement est significatif

Règle de décision : si la probabilité associée à la statistique de Fisher est inférieure ($<$) au seuil de signification de 0,05 ; on rejette l'hypothèse nulle (H0) et dans cas le contraire, on accepte H0.

Il est donné par la formulée suivante : $F_{calculé} = \frac{R^2}{1-R^2} \times \frac{K-1}{n-K}$ Tests économétriques

Les tests réalisés dans ce travail sont les tests test de normalité des erreurs, d'autocorrélation, test d'hétéroscédasticité et le test de stabilité (tests CUSUM et CUSUM carré).

Test de normalité des erreurs : test de Jarque-Bera, pour ce test, on émet les hypothèses suivantes:

- H0 : les erreurs suivent la loi normale ;
- H1 : elles ne suivent pas la loi normale

On accepte H0 si la probabilité est supérieure à 0,05 et on la rejette dans le cas contraire.

Test d'autocorrélation : Test de Breusch-Godfrey, on émet les hypothèses suivantes :

- H0 : non corrélation des erreurs ;
- H1 : corrélation des erreurs.

On applique le test de Durbin-Watson comme un test de présomption. On accepte H0 si la valeur de la probabilité $>$ à 5% et on la rejette dans le cas contraire par le test LM (test de Breusch-Godfrey).

Il y a plusieurs tests d'hétéroscédasticité, mais deux tests ont été utilisés : le test de White et celui de test ARCH. On émet les hypothèses suivantes :

- H0 : les erreurs sont homogènes ;
- H1 : les erreurs sont hétérogènes

On accepte H0 si la probabilité est supérieure à 0,05 et on rejette H0 dans le cas contraire.

Test de stabilité : test de CUSUM et CUSUM carré

On émet les hypothèses suivantes :

- H0 : il y a la stabilité ;
- H1 : il y a instabilité

Si les coefficients du modèle ne coupent pas ou ne débordent pas le corridor au seuil de 5%. On conclura qu'il y a la stabilité et dans le cas contraire il y a instabilité.

III. RESULTATS

Il s'agit d'analyser l'évolution pour chacune des variables retenues dans la présente étude en utilisant les figures pour bien déterminer la période où la variable a une progression à la hausse et/ou à la baisse.

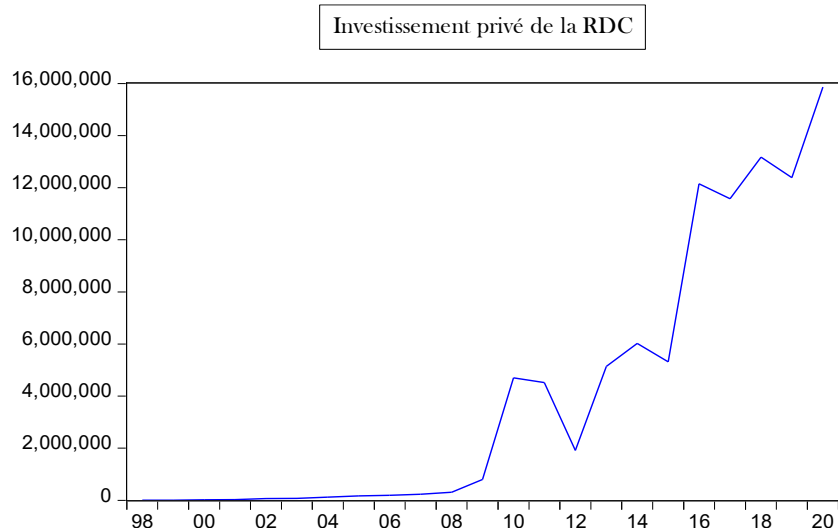


Figure 1 : Evolution de l'investissement privé de la RDC de 1998 à 2020

Le comportement de l'investissement privé de la RDC, comme il se lit à l'aide de la figure ci-haut, a connu une baisse aux douze premières années. Ensuite, une expansion avec de petites oscillations de 2010. En 2012, cet investissement est décroissant et enfin, une expansion avec des grandes oscillations de 2013 jusqu'à 2020 cause par certains réformes dans le secteur minier. On peut affirmer que cette allure ascendante de l'investissement privé de la RDC se justifie par les effets négatifs dus à la hausse du taux de pression fiscale et du taux d'intérêt de la RDC.

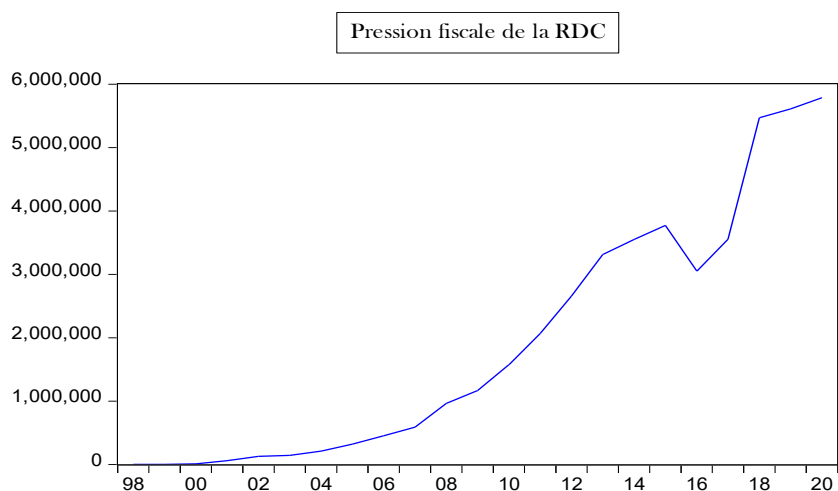


Figure 2 : Evolution de la pression fiscale de la RDC de 1998 à 2020

Cette figure montre que la pression fiscale de la RDC a évolué en crescendo jusqu'à 2015 avant de connaître un décroissement en 2018, puis une oscillation de 2019 à 2020. Cette allure ascendante s'explique par le fait qu'une des sources des recettes de la RDC est principalement l'impôt.

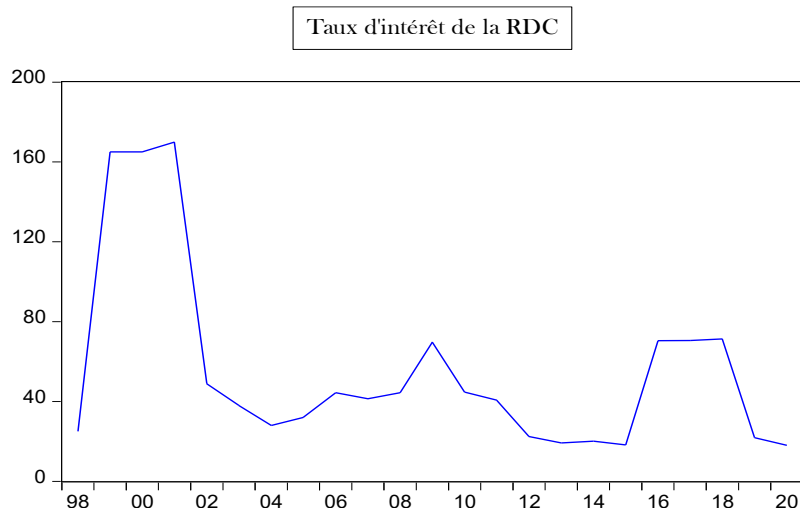


Figure 3 : Evolution de taux d'intérêt de la RDC de 1998 à 2020

De cette figure, il ressort que le taux directeur n'avait pas une allure un peu bonne à l'année initiale de l'étude pour connaître une hausse exagérée de 1999 à 2002. Ce n'est qu'en 2003 que ce taux a repris une bonne évolution avec de petites oscillations. De 2016 à 2018 ce taux a connu une augmentation puis une diminution de 2019 à 2020. Cette diminution du taux d'intérêt est due à la politique monétaire menée par les autorités monétaires congolaises pour soutenir les activités économiques de la RDC.

Tableau 1 : la corrélation entre les variables

Corrélation	
Probabilité	INVP
PS	0.922020
	0.0000
TXINT	-0.234726
	0.2810

Source : Calculs de l'auteur

En effet, la corrélation entre PS et INVP (0,922920) est dite positive, elle est significative (pro. : 0,000) au seuil de 0,05 ; on peut conclure que plus la pression fiscale augmente, plus il y a une augmentation de l'investissement. Et enfin, la corrélation entre TXINT et INVP (-0,234726) est dite négative, elle n'est pas significative (pro. : 0,2810) au seuil de 0,05 on peut conclure que plus le taux d'intérêt augmente, plus cela entraîne une diminution de l'investissement privé de la RDC pendant la période sous-étude.

Tableau 2 : La causalité entre les variables

Variable dépendante : LINVP			
Variabes exogènes	Chi-sq	Df	Prob.
LPSS	0.287734	1	0.5917
D(TXINT)	1.227765	1	0.2678
Toutes	6.591077	2	0.0370

Source : Auteur

Pour LINVP : les variables LPSS et TXINT (Pression fiscale et taux d'intérêt), leurs probabilités sont supérieures à 0,05. On accepte H_0 , donc les variables LPSS et TXINT ne causent pas l'investissement privé en RDC pendant la période sous étude. Par contre, dans l'ensemble, la probabilité (0,0370) est inférieure à 0,05. Les variables LPSS et TXINT causent l'investissement privé en RDC pendant la période sous étude.

De cette illustration, le test de causalité de granger nous démontre que :

- L'investissement privé en RDC est expliqué par LPSS et TXINT (prob. = 0,0370) au seuil de 5 % ;

De tout ce qui précède, nous remarquons ce qui suit :

- Il existe un lien de causalité bidirectionnel entre l'investissement avec la pression fiscale et le taux d'intérêt en RDC pendant la période sous étude.

Tableau 3 : Test ADF pour chacune des variables

Variabes	Valeurs absolues de test ADF	Valeurs absolues de Mackinnon au seuil de 5%	Prob.	Conclusion
LINVP	3,677592	3,004861	0,0122	Stationnaire en niveau avec constante
LPSS	4,308446	1,958088	0,0002	Stationnaire en niveau sans tendance ni constante
TXINTS	6,077988	1,958088	0,0000	Stationnaire d'ordre 1

Source : Auteur

Comme il y a une combinaison des variables stationnaires à niveau et à la première différence. L'équation du comportement est estimée par la méthode Moindres Carrés Ordinaires.

Estimation du modèle

Tableau 4 : Estimation par la méthode Moindres Carrés Ordinaires

Variable dépendante : LINVP				
Méthode : MCO				
Observation après estimation : 22 ans				
Variable	Coefficient	Std. Error	Stat-t	Prob.
C	12.89886	0.378806	34.05132	0.0000
TXINTS	-0.067876	0.011767	-5.768079	0.0000
LPSS	-6.212372	1.113045	-5.581421	0.0000
DUM	5.149309	1.055510	4.878501	0.0001
R ²	0.692854	Durbin-Watson stat		1.617453
R ²	0.641663			
Stat-F	13.53468			
Prob(Stat-F)	0.000073			

Source : Calculs de l'auteur

Le modèle ARDL retenu est celui de (4, 2, 4, 1).

Pour la variable LPSS, La probabilité associée à la statistique de Student de LPSS, est inférieure au seuil de signification de 0,05. L'hypothèse nulle n'est pas acceptée, son paramètre est significatif.

Pour la variable TXINT, la probabilité associée à la statistique de Student de TXINTS est inférieure au seuil de signification de 0,05. L'hypothèse nulle n'est pas acceptée et son paramètre est significatifs.

Il est clair dans le tableau ci-haut, l'investissement privé en RDC est expliqué à 69,29% par les variables exogènes (pression fiscale et taux d'intérêt) et que les autres variables exogènes non prises en compte dans ce modèle expliquent l'investissement privé en RDC à 30,71%.

La probabilité associée à la statistique Fisher (0,000073) est inférieure à 0,05. Nous n'acceptons pas l'hypothèse nulle et nous concluons que le modèle pris globalement est statistiquement significatif.

Interprétation des résultats

L'analyse des déterminants de l'investissement privé révèle que ce dernier est étroitement lié au taux d'intérêt et à la pression fiscale, deux variables dont l'influence s'avère statistiquement significative. On observe ainsi qu'une hausse du loyer de l'argent pèse sur la dynamique d'investissement : concrètement, chaque augmentation d'un point du taux d'intérêt engendre une

contraction de 0,067876 % des investissements privés. Cette tendance est accentuée par l'incidence de la pression fiscale qui, par son effet désincitatif, provoque une diminution de 62,12372 % de l'investissement pour chaque accroissement de 10 % de la charge fiscale.

La robustesse de ces estimations repose toutefois sur la validité des propriétés statistiques du modèle, à commencer par la distribution des erreurs. À cet égard, le test de Jarque-Bera affiche une probabilité de 0,584558, ce qui permet d'accepter l'hypothèse nulle et de confirmer que les résidus suivent une loi normale, comme l'illustre la figure 4 en annexe. Cette distribution régulière est complétée par une absence d'autocorrélation des erreurs, validée par le test LM dont la probabilité (0,4888) excède largement le seuil de 5 %.

Par ailleurs, l'efficacité des estimateurs est renforcée par l'homoscédasticité des résidus. En effet, les tests ARCH et de White présentent des probabilités respectives de 0,6518 et 0,1329, garantissant ainsi une variance des erreurs constante dans le temps. La pertinence de la forme fonctionnelle choisie est également confirmée par le test RESET de Ramsey qui, avec une probabilité de 0,1330, atteste d'une spécification adéquate du modèle.

Enfin, l'examen de la stabilité des coefficients souligne la fiabilité des élasticités calculées. Puisque les paramètres ne franchissent pas les limites du corridor de confiance, l'hypothèse nulle de stabilité est maintenue. Cette résilience se manifeste tant sur le plan conjoncturel que structurel, assurant ainsi que les relations établies entre l'investissement, le taux d'intérêt et la fiscalité demeurent constantes sur toute la période d'étude, conformément aux observations de la figure 5 en annexe.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats de cette étude sur l'incidence de la politique fiscale sur l'investissement privé en République Démocratique du Congo (RDC) entre 1998 et 2020 révèlent une influence négative et significative de la pression fiscale et du taux d'intérêt sur l'investissement privé. Ces résultats s'inscrivent dans un débat plus large sur le rôle de la fiscalité dans les économies en développement, notamment en Afrique subsaharienne, et peuvent être comparés aux conclusions d'autres études menées par des institutions et ainsi que des chercheurs.

L'étude montre qu'une augmentation de 10 % de la pression fiscale entraîne une diminution de 62,12 % de l'investissement privé. Ce résultat rejoint les conclusions du FMI (2021) et de Dabla-Norris et al. (2020), qui soulignent qu'une fiscalité excessive décourage l'investissement privé, particulièrement dans les pays où la qualité des institutions est faible. La Banque mondiale (2018) corrobore également ce constat en indiquant que 68 % des entreprises congolaises considèrent la fiscalité comme un obstacle majeur à leur expansion.

Le taux d'intérêt a un impact négatif sur l'investissement privé, ce qui est cohérent avec la théorie économique classique. Une hausse des taux d'intérêt augmente le coût du crédit, réduisant ainsi la

capacité des entreprises à financer leurs projets. Ce résultat est en ligne avec les observations de Muvova & Tshimanga (2021), qui mettent en évidence les défis liés au financement des PME en RDC.

L'étude révèle un lien de causalité bidirectionnel entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et l'investissement privé. Cela suggère que les décisions fiscales et monétaires influencent l'investissement, mais que ce dernier peut également affecter les recettes fiscales et les conditions monétaires. Cette dynamique est également observée par Kabuya & Kalonji (2020) dans leur analyse des réformes fiscales minières en RDC.

La Banque mondiale (2022) et l'OCDE (2022) soulignent que la complexité du système fiscal congolais et les pratiques de corruption découragent l'investissement formel. Ndaywel & Tshibangu (2023) ajoutent que cette situation favorise l'économie informelle, où les entreprises échappent à une fiscalité perçue comme punitive.

Kabuya & Kalonji (2020) montrent que l'assouplissement de la fiscalité minière en 2018 a stimulé les investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur minier. Cependant, comme le note Mpiana (2022), ces réformes ont des effets limités si elles ne s'accompagnent pas d'améliorations structurelles (infrastructures, gouvernance, etc.).

Mpiana (2022) critique l'idée qu'une simple baisse des impôts suffirait à relancer l'investissement. Il plaide pour une approche intégrée combinant réformes fiscales, renforcement des institutions et investissements publics. Cette perspective est partagée par l'OCDE (2022), qui insiste sur la nécessité de réduire l'informalité en améliorant la transparence et la confiance dans le système fiscal.

Les résultats de l'étude montrent que les réformes fiscales profitent surtout aux grandes entreprises (comme dans le secteur minier), tandis que les PME continuent de subir une pression fiscale élevée. Ce constat rejoint les travaux de Muvova & Tshimanga (2021) sur les défis spécifiques aux PME en RDC.

Les résultats appellent à une réduction de la pression fiscale, notamment pour les PME, afin de stimuler l'investissement privé. Cela pourrait s'accompagner de mesures incitatives, comme des exonérations temporaires pour les secteurs prioritaires.

La complexité du système fiscal congolais doit être réduite pour diminuer les coûts de conformité et limiter les opportunités de corruption, comme le suggère la Banque mondiale (2018).

Une politique monétaire visant à maintenir des taux d'intérêt bas et stables pourrait soutenir l'investissement, conformément aux observations de cette étude.

Les résultats de notre étude s'alignent étroitement avec les travaux antérieurs qui soulignent l'importance de la politique fiscale sur l'investissement privé en RDC. La pression fiscale et le taux

d'intérêt jouent un rôle déterminant dans les décisions d'investissement, et la mise en œuvre de réformes fiscales judicieuses pourrait stimuler l'investissement privé, essentiel pour la croissance économique et la création d'emplois dans le pays.

Il est donc impératif que les décideurs politiques prennent en compte ces résultats pour formuler des stratégies visant à améliorer l'environnement fiscal. Cela pourrait inclure la simplification du système fiscal, la réduction des taux d'imposition et l'amélioration de la transparence administrative. En fin de compte, un cadre fiscal favorable pourrait non seulement encourager l'initiative privée, mais également contribuer à la stabilité économique et à la prospérité à long terme de la République Démocratique du Congo.

CONCLUSION

La présente étude a analysé l'incidence de la politique fiscale sur l'investissement en République Démocratique du Congo de 1998 à 2020 et s'est structurée autour des questions suivantes : Quelle est l'incidence de la politique fiscale sur les investissements privés en République Démocratique du Congo pendant la période sous étude ? Quel est le lien de causalité qui existe entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et les investissements privés en République Démocratique du Congo pendant la période sous étude ?

Au regard de ces préoccupations ci-haut, les hypothèses ont été formulées de la manière suivante : L'incidence de la politique fiscale sur les investissements privés en République Démocratique du Congo serait négative pendant la période sous étude et le lien de causalité qui existerait entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et les investissements privés en République Démocratique du Congo serait bidirectionnel pendant la période sous examen.

Afin de vérifier les hypothèses et atteindre les objectifs, cette étude a fait recours à la statistique et à l'économétrie des données chronologiques ou séries temporelles en utilisant la méthode de moindres carrés ordinaires.

Les résultats ont révélé une incidence négative et significative de la politique fiscale et du taux d'intérêt sur l'investissement privé. Plus précisément, une augmentation de 10% de la pression fiscale entraîne une diminution de 62,12% de l'investissement privé, et une variation d'un point du taux d'intérêt provoque une baisse de 0,067876% de l'investissement privé.

Une augmentation des taux d'intérêt a également un impact défavorable sur l'investissement, augmentant le coût du crédit et limitant la capacité des entreprises à financer leurs projets.

L'étude met en évidence un lien de causalité bidirectionnel entre la politique fiscale, le taux d'intérêt et l'investissement privé, suggérant que les décisions fiscales et monétaires influencent l'investissement, mais que ce dernier peut également affecter les recettes fiscales.

Les résultats soulignent l'importance d'une réforme fiscale qui pourrait inclure la réduction de la pression fiscale, la simplification du système fiscal, et l'amélioration de la transparence administrative. Ces mesures sont essentielles pour stimuler l'initiative privée et favoriser la croissance économique en RDC.

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D., & Robinson, J. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Business.
- Banque Centrale du Congo. (2022). *Rapports annuels*. Kinshasa.
- Banque mondiale. (2018). *Doing Business in the DRC: Challenges of Private Sector Development*.
- Banque Mondiale. (2022). *Doing Business: RDC 2022*. Washington, DC: World Bank Group.
- Banque mondiale. (2022). *Institutional Quality and Tax Compliance in Fragile States: Evidence from the DRC*.
- Bisimwa, M., & Tshibangu, P. (2021). Fiscalité et investissement privé en RDC : une analyse empirique. *Revue Congolaise d'Économie*, 12(3), 45–67.
- Blanchard, O. (2021). *Macroeconomics* (8th ed.). Pearson.
- Dabla-Norris, E., et al. (2020). *Tax Policy and Private Investment in Sub-Saharan Africa*. IMF Working Paper No. 20/25.
- Etta-Nkwelle, A. (2013). Taxation and private investment in sub-Saharan Africa: A panel data analysis. *African Development Review*, 25(1), 29–41.
- Fazzari, S., Hubbard, G., & Petersen, B. (1988). *Financing Constraints and Corporate Investment*. Brookings Papers on Economic Activity.
- FMI. (2021). *Tax Reforms and FDI in Low-Income Countries: A Cross-Country Analysis*.
- Friedman, M. (1968). *The Role of Monetary Policy*. *American Economic Review*.
- Ghura, D. (1998). *Tax Revenue in Sub-Saharan Africa: Effects of Economic Policies and Corruption*. IMF Working Paper 98/135.
- Gwartney, J., et al. (1998). *The Size and Functions of Government and Economic Growth*. Joint Economic Committee, U.S. Congress.
- Hall, R. E., & Jorgenson, D. W. (1967). *Tax Policy and Investment Behavior*. *American Economic Review*, 57(3), 391–414.
- Jorgenson, D. (1963). *Capital Theory and Investment Behavior*. *American Economic Review*.
- Kabeya, L. (2018). *Déterminants de l'investissement privé en République Démocratique du Congo*. Mémoire de Master, Université de Kinshasa.
- Kabuya, F., & Kalonji, N. (2020). *Impact des réformes fiscales minières sur les IDE en RDC*. *Journal Congolais d'Économie*.

- Kalecki, M. (1971). *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*. Cambridge University Press.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- Laffer, A. B (1974). *The Laffer Curve and the Dangers of Over taxation*. Heritage Foundation.
- Mpiana, J. (2022). Réformes fiscales et développement en RDC : Une approche critique. *Revue d'Économie Congolaise*.
- Musgrave, R. A., & Musgrave, P. B. (1989). *Public Finance in Theory and Practice*. New York: McGraw-Hill.
- Muvova, J., & Tshimanga, P. (2021). Taxation informelle et dynamique des PME en RDC. *African Development Review*, 35(4), 450-467.
- Ndaywel, E., & Tshibangu, K. (2023). Fiscalité et économie informelle en Afrique centrale. *Journal of African Economies*.
- North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- OCDE. (2022). *Informalité et politiques fiscales en Afrique: Le cas de la RDC*.
- Rodrik, D. (1991). Policy Uncertainty and Private Investment in Developing Countries. *Journal of Development Economics*.
- Stiglitz, J. (2015). *Economics of the Public Sector* (4th ed.). Norton.
- Tanzi, V., & Zee, H. (2000). *Tax Policy for Developing Countries*. IMF Economic Issues No. 27.
- Todaro, M. P., & Smith, S. C. (2015). *Economic Development* (12th ed.). Boston: Pearson.

Annexes

A. Test de racine unitaire (test ADF)

Tableau 1 : Test ADF de LINVP

Null Hypothesis: LINVP has a unit root				
Exogenous: Constant				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-3.677592	0.0122
Test critical values:	1% level		-3.769597	
	5% level		-3.004861	
	10% level		-2.642242	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LINVP)				
Method: Least Squares				
Date: 10/19/22 Time: 14:11				
Sample (adjusted): 1999 2020				
Included observations: 22 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINVP(-1)	-0.159675	0.043418	-3.677592	0.0015
C	2.586066	0.579715	4.460929	0.0002

Tableau 2 : Test ADF de LPS

Null Hypothesis: LPS has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-4.580945	0.0085
Test critical values:	1% level		-4.498307	
	5% level		-3.658446	
	10% level		-3.268973	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Dependent Variable: D(LPS)				

Method: Least Squares				
Date: 10/19/22 Time: 14:13				
Sample (adjusted): 2001 2020				
Included observations: 20 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPS(-1)	-0.384034	0.083833	-4.580945	0.0004
D(LPS(-1))	0.335940	0.146841	2.287786	0.0371
D(LPS(-2))	-0.372098	0.124298	-2.993594	0.0091
C	4.861522	0.962768	5.049525	0.0001
@TREND("1998")	0.058483	0.020703	2.824873	0.0128

Tableau 3 : Test ADF de LPSS

Null Hypothesis: LPSS has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-4.308469	0.0002
Test critical values:	1% level		-2.679735	
	5% level		-1.958088	
	10% level		-1.607830	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				

Tableau 4 : Test ADF de TXINT

Null Hypothesis: D(TXINT) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-6.077988	0.0000
Test critical values:	1% level		-2.679735	
	5% level		-1.958088	
	10% level		-1.607830	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				

B. Estimation du modèle

Tableau 5 : Estimation du modèle par MCO

Dependent Variable: LINVP				
Method: Least Squares				
Date: 10/19/22 Time: 15:17				
Sample (adjusted): 1999 2020				
Included observations: 22 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	12.89886	0.378806	34.05132	0.0000
TXINTS	-0.067876	0.011767	-5.768079	0.0000
LPSS	-6.212372	1.113045	-5.581421	0.0000
DUM	5.149309	1.055510	4.878501	0.0001
R-squared	0.692854	Mean dependent var		13.51671
Adjusted R-squared	0.641663	S.D. dependent var		2.658924
S.E. of regression	1.591666	Akaike info criterion		3.930405
Sum squared resid	45.60120	Schwarz criterion		4.128776
Log likelihood	-39.23446	Hannan-Quinn criter.		3.977135
F-statistic	13.53468	Durbin-Watson stat		1.617453
Prob(F-statistic)	0.000073			

C. Tests économétriques

Test de normalité des erreurs

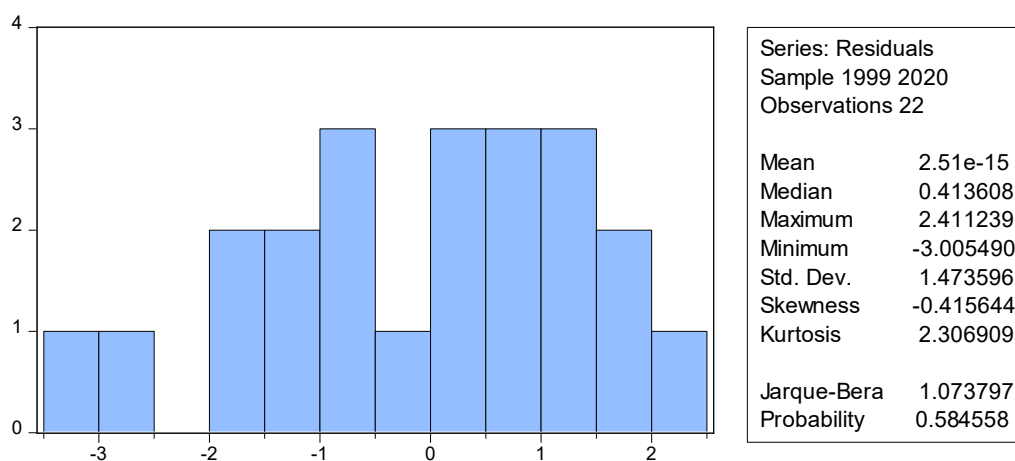


Figure 4 : Test de Jarque-Bera

Test d'hétéroscédasticité des erreurs

Tableau 65 : Test d'ARCH

Heteroskedasticity Test: ARCH				
F-statistic	0.185992	Prob. F(1,19)		0.6711
Obs*R-squared	0.203577	Prob. Chi-Square(1)		0.6518
Test Equation:				
Dependent Variable: RESID^2				
Method: Least Squares				
Date: 10/19/22 Time: 15:20				
Sample (adjusted): 2000 2020				
Included observations: 21 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.242275	0.719339	3.117131	0.0057
RESID^2(-1)	-0.099359	0.230387	-0.431267	0.6711
R-squared	0.009694	Mean dependent var		2.043792
Adjusted R-squared	-0.042427	S.D. dependent var		2.481356
S.E. of regression	2.533448	Akaike info criterion		4.787432
Sum squared resid	121.9488	Schwarz criterion		4.886910
Log likelihood	-48.26804	Hannan-Quinn criter.		4.809021
F-statistic	0.185992	Durbin-Watson stat		1.737227
Prob(F-statistic)	0.671127			

Tableau 7 : Test de White

Heteroskedasticity Test: White				
F-statistic	2.048046	Prob. F(3,18)		0.1431
Obs*R-squared	5.598503	Prob. Chi-Square(3)		0.1329
Scaled explained SS	2.448990	Prob. Chi-Square(3)		0.4846
Test Equation:				
Dependent Variable: RESID^2				
Method: Least Squares				
Date: 10/19/22 Time: 15:21				
Sample: 1999 2020				
Included observations: 22				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.

C	1.651137	0.590555	2.795910	0.0119
TXINTS^2	0.000132	0.000136	0.965245	0.3472
LPSS^2	1.718630	1.924498	0.893027	0.3836
DUM^2	-1.223419	1.435141	-0.852473	0.4052
R-squared	0.254477	Mean dependent var		2.072782
Adjusted R-squared	0.130224	S.D. dependent var		2.425370
S.E. of regression	2.261944	Akaike info criterion		4.633292
Sum squared resid	92.09501	Schwarz criterion		4.831663
Log likelihood	-46.96621	Hannan-Quinn criter.		4.680022
F-statistic	2.048046	Durbin-Watson stat		2.368967
Prob(F-statistic)	0.143132			

Test d'autocorrélation des erreurs

Tableau 8 : Test de Breuch-Godfrey (LM test)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:				
F-statistic	0.378513	Prob. F(1,17)		0.5465
Obs*R-squared	0.479171	Prob. Chi-Square(1)		0.4888
Test Equation:				
Dependent Variable: RESID				
Method: Least Squares				
Date: 10/19/22 Time: 15:24				
Sample: 1999 2020				
Included observations: 22				
Presample missing value lagged residuals set to zero.				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.055418	0.395904	0.139980	0.8903
TXINTS	0.002635	0.012719	0.207193	0.8383
LPSS	0.365777	1.279314	0.285917	0.7784
DUM	-0.324897	1.197005	-0.271425	0.7893
RESID(-1)	0.178760	0.290556	0.615234	0.5465
R-squared	0.021781	Mean dependent var		2.51E-15
Adjusted R-squared	-0.208389	S.D. dependent var		1.473596
S.E. of regression	1.619876	Akaike info criterion		3.999293

Sum squared resid	44.60798	Schwarz criterion	4.247257
Log likelihood	-38.99222	Hannan-Quinn criter.	4.057706
F-statistic	0.094628	Durbin-Watson stat	1.901645
Prob(F-statistic)	0.982825		

Test de spécification du modèle

Tableau 9: Test de Ramsey RESET

Ramsey RESET Test				
Equation: UNTITLED				
Specification: LINVP C TXINTS LPSS DUM				
Omitted Variables: Squares of fitted values				
	Value	df	Probability	
t-statistic	1.577939	17	0.1330	
F-statistic	2.489891	(1, 17)	0.1330	
Likelihood ratio	3.007017	1	0.0829	
F-test summary:				
	Sum of Sq.	df	Mean Squares	
Test SSR	5.825689	1	5.825689	
Restricted SSR	45.60120	18	2.533400	
Unrestricted SSR	39.77551	17	2.339736	
LR test summary:				
	Value			
Restricted LogL	-39.23446			
Unrestricted LogL	-37.73095			
Unrestricted Test Equation:				
Dependent Variable: LINVP				
Method: Least Squares				
Date: 10/19/22 Time: 15:26				
Sample: 1999 2020				
Included observations: 22				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	34.02218	13.39160	2.540561	0.0211
TXINTS	-0.281791	0.136037	-2.071428	0.0539
LPSS	-26.65402	12.99874	-2.050509	0.0561

DUM	22.60876	11.11112	2.034787	0.0578
FITTED^2	-0.124066	0.078625	-1.577939	0.1330
R-squared	0.732093	Mean dependent var		13.51671
Adjusted R-squared	0.669056	S.D. dependent var		2.658924
S.E. of regression	1.529620	Akaike info criterion		3.884632
Sum squared resid	39.77551	Schwarz criterion		4.132596
Log likelihood	-37.73095	Hannan-Quinn criter.		3.943044
F-statistic	11.61370	Durbin-Watson stat		1.511285
Prob(F-statistic)	0.000099			

Test de stabilité des paramètres estimés

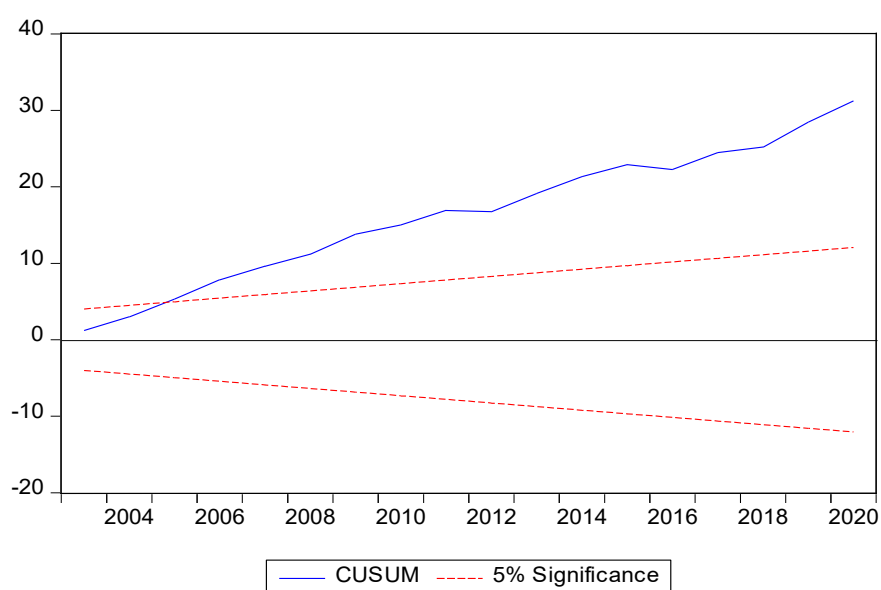


Figure 5 : Test de CUSUM

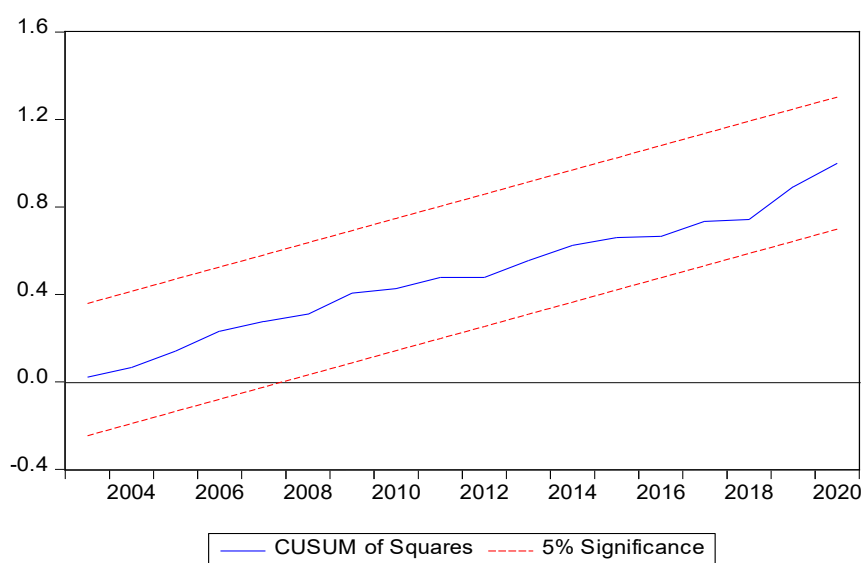


Figure 6 : Test de CUSUM Carré

D. La causalité entre les variables

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests			
Date: 10/20/22 Time: 10:17			
Sample: 1998 2020			
Included observations: 21			
Dependent variable: LPSS			
Excluded	Chi-sq	df	Prob.
D(TXINT)	0.789131	1	0.3744
LINVP	0.803203	1	0.3701
All	4.159103	2	0.1250
Dependent variable: D(TXINT)			
Excluded	Chi-sq	df	Prob.
LPSS	18.25002	1	0.0000
LINVP	3.158967	1	0.0755
All	19.29675	2	0.0001
Dependent variable: LINVP			
Excluded	Chi-sq	df	Prob.
LPSS	0.287734	1	0.5917
D(TXINT)	1.227765	1	0.2678
All	6.591077	2	0.0370